



Envoyé en préfecture le 01/10/2026

Reçu en préfecture le 01/10/2026

Publié le 02/10/2026

ID : 030-213001225-20260929-ARRETE_2026_069-AR

Département du Gard (30)

Commune de Gajan

PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

—

Pièce 5.9 : Délibération instaurant le droit de préemption urbain simple



Révision générale du PLU approuvée le : 10/02/2026

Mise à jour n°1 du PLU : 29/09/2026

Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement

SARL Alpicité
Avenue de La Clapière
05 200 EMBRUN
Tél : 04.92.46.51.80
contact@alpicite.fr
www.alpicite.fr



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GAJAN

Séance du 10 février 2026

L'an deux mille vingt-six et le dix février à 18H30 le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur **POUDEVIGNE Jean-Louis**

Présents : Yannick BONNET, Elodie FIGUIERE, Jean-Marie JURADO, Éric MARGUERITE, Jean-Louis POUDEVIGNE, Jérémy POUDEVIGNE, Fabienne ROCA, Véronique ROULLE et Séverine TIN SANG

Excusés : Philippe BERIN ayant donné procuration à Jean-Louis POUDEVIGNE
Thierry TOLA

Date convocation : 6 février 2026

Mme ROCA Fabienne a été élue secrétaire

Objet : INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SIMPLE

Afin de permettre à la collectivité de mener à terme sa politique foncière, l'article L211.1 du Code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un plan local d'urbanisme (PLU) d'instaurer un droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et sur les zones d'urbanisation futures délimitées par le PLU.

Par délibération en date du 18 avril 2013, le Conseil Municipal avait institué le droit de préemption urbain (DPU) sur l'ensemble des zones urbaines et sur les zones d'urbanisation futures délimitées par le PLU approuvé le 18 avril 2013.

Depuis, une révision n° 1 du PLU, approuvée le 10 février 2026 a modifié la délimitation des zones urbaines et d'urbanisation future.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de délibérer à nouveau pour redéfinir le champ d'application du DPU.

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1 et R211-1 et suivants ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 18 avril 2013 instituant le DPU ;

VU la délibération en date du 23 janvier 2023, prescrivant la révision n° 1 du PLU et définissant les modalités de concertation ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 10 février 2026, approuvant la révision n° 1 du PLU de GAJAN ;

CONSIDERANT que suite à l'approbation du PLU, il est nécessaire de définir le champ d'application du droit de préemption urbain appliqué sur le territoire de la commune ;

CONSIDERANT que l'article L211-1 du Code de l'urbanisme offre la possibilité aux collectivités dotées d'un PLU approuvé d'instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines (U) et des zones d'urbanisation futures (AU) délimitées par ce plan ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L210-1 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption peut être institué en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L300-1, à l'exception de ceux visant à

sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des dites actions ou opérations d'aménagement.

Les actions ou opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme, pour lesquelles le droit de préemption peut être institué sont celles qui ont pour objet de :

- Mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- Favoriser le développement des loisirs du tourisme
- Réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur
- Lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux
- Permettre le renouvellement urbain
- Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti.

CONSIDERANT que l'instauration du DPU permettra à la collectivité de poursuivre et renforcer les actions ainsi que les opérations d'aménagement qu'elle aura programmé notamment pour aboutir à une offre diversifiée et équilibrée de logements, favoriser l'accueil des activités économiques et poursuivre le développement des équipements publics.

CONSIDERANT que pour atteindre ces objectifs, il est proposé d'instituer un droit de préemption sur l'ensemble des **zones U** délimitées par le règlement graphique du PLU révisé ;

CONSIDERANT que les nouveaux droits de préemption ainsi institués entreront en vigueur à compter du caractère exécutoire de la délibération d'approbation de la révision du PLU et après l'accomplissement des formalités de publicité prévues aux articles R211-2, R211-3 du Code de l'urbanisme.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le conseil municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **D'INSTAURER** sur le territoire communal un droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U délimitées par le règlement graphique du PLU approuvé
- **D'INDIQUER** que le document graphique du périmètre d'application du DPU est annexé au dossier de PLU conformément à l'article R123-13-4 du Code de l'urbanisme
- **DE PRECISER** que le DPU institué par la présente décision entrera en vigueur à compter du caractère exécutoire de la délibération d'approbation du PLU et après l'accomplissement des formalités de publicité prévues aux articles R211-2 et R211-3 du Code de l'urbanisme
- **DE PRECISER** que cette décision fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois, qu'il en sera fait mention en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le Département du Gard
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à mettre en œuvre et à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération

La présente délibération est transmise pour visa à Monsieur le Préfet du Gard.

Le Maire,
POUDEVIGNE Jean-Louis

Certifiée exécutoire compte tenu
de l'affichage du compte-rendu de la délibération
à la porte de la Mairie, le 12 février 2026
et de la transmission en préfecture le 12 février 2026



PIED DE MOUSSAN

Envoyé en préfecture le 01/10/2026

Reçu en préfecture le 01/10/2026

Publié le 02/10/2026

ID : 030-213001225-20260929-ARRETE_2026_069-AR

GOUJAC

Légende

 Zone Urbaine (U) où s'applique le droit de préemption urbain

Informations complémentaires

 AC1 : Servitude de protection des monuments historiques classés ou inscrits (Logis Seigneurial)

 Bâtiment non cadastré

 Bâtiment

 Parcelle cadastrale

0 50 100 m



LES MORTISSONNES

CAMP DE LA VABRE

CAMPE FAYSSÉ

LA SEPE

CONDAMINE

CANDOULE

GAJANET

CABANNASSE

LES CAVES